

Fuite des cerveaux :

17% des Marocains les plus instruits quittent leur pays

L'absence de débouchés dans leurs pays d'origine pousse de nombreux jeunes à focaliser leur attention sur l'étranger. Les personnes les plus qualifiées émigrent dans la mesure où les personnes instruites présentent les profils les plus « vendables » et peuvent gérer plus facilement le processus d'immigration ce qui entraîne la « fuite des cerveaux » et crée un cycle entretenant le chômage en Afrique du Nord.

Officiellement, lorsque plus de 10 % de la part la plus instruite de la population émigre il y a une fuite de cerveaux. Le taux d'émigration des Marocains ayant fait des études supérieures en 2000 était de 17 %, de 13 % pour les Tunisiens et de 9 % pour les Algériens. L'exode des professionnels hautement qualifiés génère non seulement des rendements de l'éducation négatifs car les investissements consacrés à l'éducation, financés par le pays d'origine, profitent au pays de destination, mais aussi un stock réduit de main-d'œuvre qualifiée disponible pour les entreprises, affectant ainsi les possibilités pour les pays d'attirer l'investissement direct étranger et de promouvoir des branches d'activité exigeant un haut niveau de connaissances.

Toutefois, les gouvernements et les autres parties prenantes doivent veiller à ce que les migrants ne perdent pas leurs liens avec leur pays d'origine après avoir émigré, car la probabilité du retour ainsi que la probabilité d'expédier de l'argent au pays diminuent à mesure que le migrant prolonge son séjour dans son pays de destination. Près de 62 % des migrants venus d'Algérie, 53 % de ceux venus de Tunisie et 39 % de ceux venus du Maroc sont restés dans leur pays de destination pendant plus de 20 ans. Ainsi, s'il est possible d'accroître le rôle des migrants dans la lutte contre le chômage des jeunes dans le pays d'origine, les gouvernements doivent se montrer plus volontaristes dans la gestion du processus.

D'autres formes de migration affectent également les performances en matière d'emploi des jeunes. L'arrivée

ou le transit des migrants peuvent accroître les pressions sur les marchés de l'emploi, en fonction de la durée du séjour et des intentions des immigrants. Le récent afflux de réfugiés vers la Tunisie doit être examiné sous cet angle.

La migration interne – le mouvement dans un même pays, par exemple, des zones rurales vers les zones urbaines, peut entraîner la concentration des jeunes sans emploi, aggravant les tensions sociales à travers, par exemple, le surpeuplement des zones urbaines ou la non-satisfaction des besoins en matière de logement.

En résumé, le chômage des jeunes en Afrique du Nord est largement répandu et ses causes sont multiples, complexes et imbriquées. Face à la croissance rapide de la population jeune, les gouvernements éprouvent des difficultés à leur procurer une éducation et des emplois, particulièrement dans un contexte de transition vers des économies basées sur le marché qui coïncide incidemment avec l'émergence de la poussée démographique des jeunes. Ni les systèmes éducatifs, ni les environnements de l'emploi dans la région ne se sont pleinement adaptés aux besoins d'une économie internationale concurrentielle, une situation qui doit changer rapidement si les pays de l'Afrique du Nord entendent capitaliser sur la marge de possibilités que leur offre la poussée démographique des jeunes.

La crise économique mondiale a entraîné une augmentation du

chômage des jeunes et de la pauvreté qui a eu pour effet de créer l'instabilité politique et sociale dans la région, ébranlant ainsi la confiance des investisseurs et mettant en péril la capacité de création d'emplois. L'instabilité politique récente a malheureusement fait rendre la question du chômage des jeunes encore plus critique, mais aussi plus problématique. Comme dans les cas de l'Égypte et la Tunisie suggèrent, le tourisme et les flux d'IED ont considérablement diminué en raison de la prudence des investisseurs et des visiteurs potentiels. Les gouvernements d'Afrique du Nord ont besoin de compenser cette perte supplémentaire avant que le problème du chômage des jeunes puisse être considérablement amélioré.

Cependant, il existe des possibilités qui méritent d'être explorées afin de faire face à cet important défi régional. Les recommandations ci-dessous sont peuvent être utilisés comme feuille de route pour la lutte contre le chômage des jeunes dans le court et le moyen terme.

Réformer le système éducatif

Les programmes d'études des écoles et universités doivent être réformés pour fournir les compétences qui sont prisées sur le marché de l'emploi. Aux niveaux de l'enseignement primaire et secondaire, les élèves doivent être instruits aux compétences de base de haut niveau et aux compétences non techniques. Les compétences non techniques requièrent que l'on mette l'accent sur la résolution des problèmes et le travail de groupe créatif. Les programmes d'échanges d'enseignants et de migration circulaire peuvent permettre que les réformes soient menées de façon relativement peu coûteuse et efficace. Au niveau universitaire, il convient de mettre davantage l'accent sur la formation technique et les qualifications professionnelles. Une solution possible serait d'impliquer les entreprises du secteur privé dans la conception des programmes d'études et de classer les projets et les activités. Les programmes de bourses d'études financés et d'autres programmes encourageant les étudiants de l'université à s'engager dans les filières scientifiques et techniques pourraient également s'avérer utiles, mais doivent être liés à des réformes sur les liens entre l'enseignement général et la spécialisation par matière. Le jumelage entre les universités et d'autres types d'échanges de savoir permettent de promouvoir des normes internationalement compétitives.

Des directives officielles et des moyens d'évaluation de la qualité doivent être mis en place pour assurer que les programmes répondent à des normes de base convenues et sont appliquées de manière uniforme. Les disparités entre les zones rurales et les zones urbaines en matière d'éducation doivent être comblées. Les gouvernements ont également besoin de trouver des moyens de réduire les taux d'abandon scolaire parmi les élèves du primaire et du secondaire. Les programmes de transfert conditionnel de fonds, qui ont été appliqués avec succès dans d'autres pays en développement, sont une solution possible.

Les systèmes éducatifs du Maghreb doivent être mieux alignés sur les normes internationales. Pour tirer au mieux parti des possibilités d'emploi à l'étranger, les demandeurs d'emploi doivent être capables de signaler leurs qualifications aux employeurs potentiels à l'étranger.